

Le Maroc négocie 10 milliards de dollars

• CGEM et gouvernement en pourparlers avec la Banque islamique de développement

• La Charte de l'investissement attendue pour pérenniser les projets

• L'assouplissement des procédures administratives, revendiqué par les opérateurs

L'ENGOUEMENT du Maroc pour les produits financiers islamiques n'est plus à démontrer. Ce type de financement lui permettra de couvrir ses dépenses, mais aussi d'attirer de nouveaux investisseurs étrangers. La Banque islamique de développement (BID) soutient cette démarche du gouvernement. Après l'octroi de deux prêts de 2 et 4 milliards de DH en janvier dernier, cette institution veut promouvoir les opportunités d'investissement offertes par le pays. Elle a d'ailleurs organisé une conférence internationale sur l'environnement des investissements au Maroc, hier à Skhirat. Cet événement consacre la stratégie de la BID, dont l'un des objectifs majeurs est de soutenir les pays en voie de développement dans leur processus de mo-



L'intérêt porté par la Banque islamique de développement s'explique par la stabilité politique et la dynamique des secteurs économiques porteurs comme l'automobile
(Ph. Bziouat)

demisation économique. D'ailleurs, «le but du groupe de la BID est d'appuyer le Maroc dans sa démarche de quête d'IDE, notamment ceux en provenance des pays du G8», a souligné son président, Ahmed Mohamed Ali. Pour lui, le Maroc est une plateforme propice à l'investissement. Il a d'ailleurs fait valoir les réformes structurelles engagées afin de favoriser un environnement économique attractif. Et d'ajouter que l'économie nationale a résisté au contexte mondial. «Grace à ses politiques économiques, le Royaume a enregistré une croissance moyenne du PIB de près de

5% lors des 10 dernières années», a-t-il rappelé. Idriss El Azami, ministre chargé du Budget, abonde dans le même sens: «En dépit de la conjoncture internationale, le volume des IDE a augmenté de 25% au Maroc en 2013». En effet, l'année écoulée s'est caractérisée par un flux entrant de recettes d'IDE record de 40 milliards de DH. Son collègue chargé des Petites entreprises et de l'intégration du secteur formel n'a pas manqué de rappeler les mesures déployées pour maintenir ce niveau. Il a cité notamment la mise en place de stratégies sectorielles qui ont favorisé des IDE dans des sec-

teurs créateurs de richesses et d'emplois tels que l'aéronautique et l'automobile. Il rappelle d'ailleurs les implantations de Renault à Tanger et de Bombardier à Casablanca. Selon lui, «ces stratégies apportent de la visibilité aux investisseurs en fixant des objectifs clairs et quantifiables à atteindre ainsi qu'une offre nationale précise en termes de formation et de foncier industriel».

Si le Maroc a gagné 41 places dans le classement Doing Business en l'espace de 5 ans, il a encore du chemin à faire pour préserver son attractivité. Salaheddine Kadmiri, vice-président de la CGEM, a attiré l'attention sur le retard pris dans l'adoption de la nouvelle Charte d'investissement. Il s'agit d'un texte qui devrait libérer davantage le secteur à travers un régime conventionnel transversal et un traitement spécifique pour les projets d'envergure. Pour le patronat, il est nécessaire d'accélérer le circuit législatif pour fournir un cadre juridique transparent permettant de pérenniser les investissements. Parallèlement, «il faudra réduire la part de l'informel pour donner aux potentiels investisseurs

Convention

LA filiale de la SID veut accélérer la cadence du partenariat avec le Maroc. Elle a signé, lors de la conférence sur les opportunités d'investissement au Maroc, un protocole d'accord avec Al Ajial Funds qui est spécialisé dans l'investissement dans des actifs à fort potentiel. En fait, les nouveaux partenaires s'engagent à co-investir dans différents projets. L'objectif étant de soutenir le secteur privé. □

une plus grande visibilité de l'environnement économique», a insisté Kadmiri. Et ce n'est pas tout. Le patronat réclame aussi l'assouplissement des procédures administratives et la formation de compétences aux technologies de pointe.

Quoi qu'il en soit, la CGEM garde l'espoir, notamment grâce au lancement de négociations avec la Société islamique de développement du secteur privé (SID). Cette filiale de la BID s'engage à financer les investissements du secteur privé pour un montant global de 10 milliards de dollars. Son PDG, Khaled Al Aboodi, a souligné que cette enveloppe permettra aux entreprises marocaines d'investir le marché des pays africains. □

Hajar BENEZHA